



L'armée de l'air n'intervient qu'aux «heures de bureau»

FORCES AÉRIENNES

La défense aérienne suisse ne travaille que de 8 h à 17 h les jours de semaine. Dixit Ueli Maurer! La Suisse a-t-elle les moyens d'être neutre et indépendante?

XAVIER ALONSO BERNE

«**N**ous sommes le seul pays qui ne peut intervenir que pendant les heures de bureau. L'objectif serait de pouvoir le faire à tout instant, comme partout ailleurs en Europe.» Les propos du ministre de la Défense, Ueli Maurer, devant le Conseil des Etats n'ont pas manqué de méduser les sénateurs. Déclarations incroyables mais vraies, comme le confirme le Département de la défense (DDPS) et les forces aériennes.

Les heures de bureau, c'est donc du lundi au vendredi de 8 h à 17 h. Moins la pause de midi. Pourtant, les forces aériennes opèrent en moyenne 320 fois par année pour des missions de contrôle dans l'espace aérien suisse; Et une douzaine de *hot missions*, interventions contre des appareils suspects, sont effectuées chaque année.

Des terroristes voudraient réitérer en Suisse une attaque de type 11 septembre 2001 qu'ils n'auraient qu'à attendre la fermeture du guichet fédéral de la police aérienne... «Evidemment, l'exemple de New York est dans les esprits. Mais on accepte ce risque en espérant qu'il ne se passe rien», analyse Christophe Keckeis, l'ancien chef de l'armée qui a fait carrière dans les forces aériennes.

Avions étrangers à la rescousse

Surveillance et capacité d'intervention vingt-quatre heures sur vingt-quatre ont été demandées par le Conseil fédéral en 2003, a rappelé Ueli Maurer. Seule la première exigence est remplie, puisque les radars surveillent, depuis 2005, l'espace aérien en permanence. Mais qui intervient en dehors de ces fameuses heures de bureau? «S'il se passe quelque chose de suspect, les pays autour de nous procéderaient à des interceptions», rapporte Christophe Keckeis.

France, Allemagne, Italie et Autriche ont signé avec la Suisse des accords de coopération de surveillance aérienne. Les avions de combat étrangers peuvent ainsi in-

tervenir dans l'espace aérien suisse. Comme ils le font lors d'événements particuliers comme le G8 ou le WEF (pendant lesquels, d'ailleurs, l'armée de l'air suisse assure un service vingt-quatre heures sur vingt-quatre), où les périmètres de sécurité se jouent des frontières. Mais le scénario du Mirage 2000 français en chasse au-dessus de nos têtes est toutefois purement théorique, semble-t-il, puisque, selon les forces aériennes suisses, aucune *hot mission* n'a dû être engagée hors des heures de bureau!

Au-delà de cette extraordinaire discipline des avions suspects qui respectent les horaires à l'approche de la Suisse, d'aucuns s'étonnent de cet entre-deux: soit la Suisse, neutre et indépendante, se dote d'une flotte qui lui permet d'assurer elle-même la police dans son espace aérien, soit elle externalise complètement sa protection. Comme c'est le cas seize heures par jour...

Neutralité, indépendance ou coopération?

Cette logique ne plaît ni à Yvan Perrin (NE) ni à Thomas Hurter (SH). Les deux conseillers nationaux UDC voient dans l'armée de l'air une priorité indispensable au système de défense de l'armée

suisse. «L'externalisation aurait aussi un coût, rien n'est gratuit! analyse Thomas Hurter, pilote d'avion au civil. Ensuite, dans un système de coopération internationale, nous devrions pouvoir apporter notre contribution à l'édifice. Et pas seulement payer.»

Les deux UDC privilégient donc la piste de la mise à jour de l'armement de l'aviation: en hommes, matériel et moyens. Quel serait le coût d'une telle ambition? Personne n'y répond. Mais les 2,2 milliards promis pour l'achat de 8 à 12 jets de combat (dernier chiffre articulé par les experts) qui remplaceront les vétustes Tiger préservent à peine la capacité d'intervention, qui sera de toute façon en dessous du standard désiré, affirmant des spécialistes.

Pour assurer la couverture de son ciel vingt-quatre heures sur vingt-quatre, la Suisse devrait donc choisir d'autres modèles. «Nous n'avons plus les moyens d'être indépendants, ni de développer une politique de neutralité renfermée. L'avenir passe par la coopération», glisse le socialiste vaudois Eric Vozuz. L'ancien «général» de l'armée suisse Christophe Keckeis ne dit pas autre chose: «La Suisse veut tout faire et fait tout moyennement, finalement.» ■